economiesuisse

Pour plus d'honnêteté dans le débat sur le climat

Cette semaine, le Conseil national a une fois de plus débattu de l'orientation de la politique climatique suisse jusqu'en 2020. Il maintient son objectif irréaliste : réduire les émissions de CO2 de 20% par rapport à 1990 en Suisse uniquement. Pour atteindre cet objectif, l'économie et la société devraient consentir d'énormes sacrifices, notamment via des taxes d'incitation exorbitantes et des impôts sur l'énergie.
En revanche, si la Suisse utilise avec rigueur les instruments de politique climatique dont elle dispose et qui ont fait leurs preuves et qu'elle autorise une compensation des émissions en Suisse et à l'étranger, il sera possible d'atteindre cet objectif de 20%. L'économie a en effet par le passé, année après année, largement dépassé les objectifs fixés grâce aux conventions conclues avec l'Agence de l'énergie pour l'économie, avec la branche du ciment et par le biais de la Fondation Centime Climatique.

C'est précisément cette politique climatique efficace, misant avant tout sur des mesures au niveau de l'économie, que la majorité du Parlement, formée de représentants du centre, de la gauche et des Verts, entend jeter par-dessus bord. Toutes les parties doivent être au clair sur le fait qu'une réduction de 20% des émissions en Suisse uniquement n'est possible que si le trafic motorisé y apporte une grande contribution. Cependant, la majorité du Parlement a peur de prendre la mesure impopulaire qu'elle implique, soit un renchérissement des carburants de 30 centimes par litre. Cela témoigne non seulement d'un manque de cohérence, mais aussi d'un manque d'honnêteté. Afin de restaurer la crédibilité de la politique climatique suisse, le moment est venu de parler vrai avec les électeurs.